

**Union européenne - Mesures de
sauvegarde bilatérales prévues dans
les accords commerciaux: le Conseil
arrête sa position - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Luxembourg, 24 octobre 2018)

Le 24 octobre 2018, les ambassadeurs auprès de l'UE réunis au sein du Comité des représentants permanents (Coreper) se sont mis d'accord sur la position du Conseil concernant les mesures visant à simplifier l'inclusion de mesures de sauvegarde dans les accords commerciaux en vue d'en garantir l'application effective et cohérente.

Les mesures de sauvegarde bilatérales liées à un accord commercial (prévoyant le retrait temporaire des préférences tarifaires) visent à protéger une branche de production nationale donnée contre une augmentation des importations de tout produit qui cause ou risque de causer un préjudice grave à cette branche de production.

La commission du commerce international du Parlement européen a procédé au vote sur son rapport le 11 octobre 2018 et a annoncé sa décision d'entamer des négociations en plénière le 22 octobre. Les négociations entre les deux institutions devraient commencer prochainement, le but étant de parvenir à un accord d'ici la fin de 2018.

L'UE conclut régulièrement avec des pays tiers des accords commerciaux qui incluent, pour la plupart, des clauses de sauvegarde bilatérales ou d'autres mécanismes prévoyant le retrait temporaire de préférences tarifaires ou d'un autre traitement préférentiel. Jusqu'à présent, le mécanisme bilatéral de sauvegarde était proposé séparément, en liaison avec chaque accord commercial, tandis que désormais, un cadre horizontal cohérent est proposé pour l'inclusion de ces dispositions dans les nouveaux accords.

La position du Conseil suit la logique qui sous-tend la proposition de la Commission mais elle met l'accent sur la spécificité de certains produits sensibles et de zones qui sont particulièrement vulnérables aux effets des importations, telles que les régions ultrapériphériques de l'UE. La position du Conseil tient également compte de la flexibilité dont la Commission a besoin lorsqu'elle négocie l'inclusion de clauses de sauvegarde dans des accords internationaux avec des pays tiers./.